

Gilles Kepel
Avec la collaboration de Leyla Arslan, Sarah Zouheir

Banlieue de la République

**Résumé du chapitre 3 :
L'emploi**

INSTITUT
MONTAIGNE



www.banlieue-de-la-republique.fr
www.institutmontaigne.org

Octobre 2011

S'il est un révélateur des difficultés rencontrées en France par la Politique de la Ville depuis 20 ans, c'est bien l'emploi. Sans insertion sociale par l'emploi, les opérations de rénovation urbaine n'ont au mieux que des effets transitoires sur des territoires en situation de forte relégation. Or, en 2009, les Zones Urbaines Sensibles (ZUS) ont enregistré un taux de chômage moyen de 18,6 % contre 9,8 % ailleurs en France ; chiffre qui monte à 43 % pour les jeunes actifs (37 % pour les jeunes actives). Outre les situations de pauvreté que ces chiffres induisent – près de la moitié des moins de 18 ans résidant en ZUS vivent sous le seuil de pauvreté, ils sont également vecteurs de phénomènes de crispation identitaire. L'absence d'emploi, la précarité et les « petits boulots » sans perspective constituent souvent un élément déterminant dans les conduites déviantes (délinquance, violence, trafic de drogues), le repli sur une identité religieuse fermée voire la revendication affirmée d'une rupture sociale et culturelle avec la société française.

Un territoire cumulant les difficultés

Les années 1970 marquent le tournant de la désindustrialisation dans les banlieues nord de Paris. La France a accéléré sa mutation vers l'économie tertiaire et la Seine-Saint-Denis voit ses grandes usines fermer les unes après les autres. Le déclin du Parti communiste et de ses structures d'encadrement social vont de pair avec la désindustrialisation. Entre le travail à l'usine et les emplois valorisés du secteur tertiaire, difficilement accessibles sans qualification, demeure aujourd'hui une « zone grise » pourvoyeuse de beaucoup de métiers faiblement rémunérés, pratiqués par nombre de personnes ayant répondu à notre enquête, faute de mieux : gardiennage, sécurité, ménage, services à la restauration, textile, BTP – tous « boulots » caractérisés par une forte précarité. L'aéroport Roissy-Charles de Gaulle, desservi directement par une ligne d'autobus depuis Clichy-Montfermeil, constitue le pôle principal d'activité pour ce type d'emplois, suivi de Paris, Marne-la-Vallée et la Plaine-Saint-Denis.

Territoire caractérisé par la déconnection spatiale entre lieu de résidence et lieu de travail, l'agglomération de Clichy-Montfermeil souffre en outre, au sein du département, d'un fort enclavement géographique qui l'empêche de bénéficier du dynamisme des pôles économiques existant en Seine-Saint-Denis. En outre, il n'existe pas d'agence de Pôle Emploi sur le territoire de Clichy-Montfermeil - les agences les plus proches sont à Livry-Gargan et au Raincy. C'est la Communauté d'agglomération qui a créé la DEFI (Direction de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion), service public qui prend en charge notamment tous ceux qui ont renoncé à s'inscrire à Pôle Emploi.

Des trajectoires d'insertion contrastées

Notre enquête permet de distinguer et de mettre en valeur des trajectoires d'insertion par le travail fortement contrastées.

Des trajectoires de réussite tout d'abord. Elles sont le fruit d'une stratégie familiale délibérée d'investissement dans l'éducation, que l'on retrouve souvent dans les familles d'origine turque et maghrébine. Les personnes interrogées sur leur réussite mettent toutes en avant un soutien familial fort. Ainsi Ece, d'origine turque : « *Dans les autres pays, quand on était une fille, on n'étudie pas beaucoup. Moi, j'ai eu la chance d'avoir une famille qui était civilisée et qui ne disait pas "toi tu es une fille, toi tu es un garçon" (...). Du coup mon père m'a dit : "Moi, je n'ai pas eu la possibilité d'étudier, alors vas-y. Etudie comme tu veux" »*. Pierre, également d'origine turque : « *Aujourd'hui, c'est mes parents que je remercie. Parce que c'est grâce à mes parents que j'ai réussi* ». Elles sont aussi le fruit d'une détermination personnelle sans faille. Lila, jeune femme d'origine marocaine : « *J'étais commerciale, marketing, télémarketing, baby-sitting, tous les boulots où j'ai pu épargner. Parce que j'avais mon objectif : aller aux Etats-Unis. (...) Au retour, j'avais eu un MBA, et après une grande banque américaine à Paris (...). Et après, j'ai fait un second cycle à Sciences Po en master Finance, dix mois, et après dans le Golfe !* ». La condition et la conséquence de cette réussite scolaire puis professionnelle sont souvent l'arrachement à son milieu, à son quartier.

La réussite passe également par le développement de l'entrepreneuriat. Ainsi les ZUS ont-elles été particulièrement réceptives au dispositif des auto-entrepreneurs mis en place par la loi de

modernisation de l'économie d'août 2008. De même, sur le territoire de Clichy-Montfermeil, on a pu relever une réelle vitalité du modèle de PME familiale (dans le commerce de bouche ou le textile) porté par la communauté d'origine turque.

Mais un investissement important dans le système éducatif n'est pas garant d'une insertion professionnelle satisfaisante, générant en retour regret et amertume. Faute de réseaux, de connaissance du système scolaire et universitaire, certains jeunes s'engagent dans des cursus de formation inadaptés au marché du travail. Hassan, titulaire d'une maîtrise d'Administration et Gestion des Entreprises : « *Toute cette énergie, tout ce temps perdu (...). Moi ce que je regrette, c'est que toute notre jeunesse, on nous a fait miroiter : " Fais des études, t'auras un bon boulot ", et finalité de l'histoire, c'est pas tout à fait ça* ». Redouane, titulaire d'une maîtrise d'AES (Administration des Entreprises et Société) « *Pendant longtemps, j'ai pas travaillé. Mon cursus, j'ai bac+4. J'ai galéré pendant un an, même en cherchant dans l'interim, dans des choses qui correspondaient pas à mon truc* ». Au chômage ou cantonnés dans des métiers d'exécution alors qu'ils sont titulaires d'un bac+4 ou bac+5, ils développent un fort ressentiment contre le système scolaire qui les a orientés de manière prédéterminée dans des voies sans avenir, faute de connaissance du marché du travail ou, selon eux, en raison de leur origine. Ce ressentiment s'exprime également contre la société française qu'ils estiment raciste et discriminatoire lors de leur recherche d'emploi : « *C'est toujours mon faciès qui primait sur mes compétences* ». Dévalorisés, ils ont reconstruit une image positive d'eux-mêmes au travers de la fréquentation de la mosquée et le projet, souvent évoqué dans les entretiens, de quitter la France qui les rejette, pour retourner dans leur pays d'origine ou s'installer dans un autre pays (Royaume-Uni, Moyen-Orient, pays du Golfe) : « *Je vais être encore plus clair : je veux la [la France] quitter* ». L'islam leur permet une nouvelle construction identitaire, au risque parfois de la rupture avec la société française.

A l'autre bout de la chaîne, de nombreux jeunes sont en grande difficulté. Sortis très tôt du système scolaire, sans bagage éducatif ni culturel adapté, maîtrisant un français approximatif tant à l'oral qu'à l'écrit, ils ne disposent d'aucune clef pour comprendre le marché du travail et sont plongés dans une grande précarité. On retrouve cette caractéristique, mais pas exclusivement, dans nombre de familles originaires du Sahel. Parfois polygames, avec un taux de fécondité par femme très élevé, ces familles s'adaptent peu à leur société d'accueil. Les mères de famille ont le plus souvent des emplois harassants (femmes de ménage notamment) et les enfants sont soit délaissés, soit envoyés au pays pour y recevoir une éducation traditionnelle et échapper à la mauvaise influence de leur quartier. Ainsi Souleymane, né en France, a été envoyé au Mali à l'âge d'un an jusqu'à ses 18 ans, afin de recevoir une éducation « à la dure » ; il cumule aujourd'hui les handicaps et se trouve dans une quasi impossibilité de s'insérer y compris au travers de petits boulots.

Le cœur du problème de Clichy-Montfermeil est l'emploi, comme dans l'ensemble de la société française, mais l'agglomération en représente un cas d'espèce, exacerbé par l'enclavement, les difficultés sociales et le capital éducatif et culturel inadapté d'une grande partie de sa jeunesse. Les parcours de galère rencontrés sont représentés par ceux qui, cumulant problèmes sociaux et absence de réseaux, parfois éjectés du système scolaire au sortir du collège ou mal orientés, quelquefois victimes de discriminations, ne parviennent pas à entrer sur le marché du travail et en viennent à retourner le stigmate dont ils souffrent en rejet radical de la France et des valeurs qui lui sont prêtées.

Pour nous contacter :

Leyla Arslan, chargée d'études : larslan@institutmontaigne.org

Sarah Zouheir, chargée d'études : szouheir@institutmontaigne.org